



**PRÉFET
DE L'AUDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 24 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24 février 2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ENGIE GREEN FITOU

215 rue Samuel MORSE
Le Triade II
34000 Montpellier

Références : UID11/66-C3-2026-129
Code AIOT : 0006605558

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 février 2026 dans l'établissement de la société ENGIE GREEN FITOU implanté CHAMP DE TIR POSTE A à Fitou (11510). L'inspection a été annoncée le 13 février 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENGIE GREEN FITOU
- CHAMP DE TIR POSTE A 11510 Fitou
- Code AIOT : 0006605558
- Régime : Autorisation

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien de 8 aérogénérateurs d'une puissance totale de 18,4 MW) autorisées en renouvellement en 2022 et mis en service en 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Les suites données à la visite de 2025,

- Le respect de la réglementation, notamment l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et à l'arrêté préfectoral complémentaire n° DREAL-UID11/66-C3-2022-002 du 27 janvier 2022,

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
12	Garanties financières	AP Complémentaire du 06/01/2022, article 2.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	Mesures de réduction en phase d'exploitation	AP Complémentaire du 09/01/2022, article 2.4.3.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
16	Suivi environnemental	AP Complémentaire du 10/01/2022, article 2.4.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
17	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 11/01/2022, article 2.8.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
18	Documents à adresser au SDIS avant la mise en service	AP Complémentaire du 12/01/2022, article 2.8.7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mesures spécifiques liées à la phase des travaux	Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Mesures spécifiques liées à la phase des travaux	Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Mesures spécifiques liées à la phase des travaux	Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
4	Mesures spécifiques liées à la phase des travaux	Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Mesures de préparation d'encadrement des	Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	travaux			
6	Mesures nécessaires pendant la phase de construction	Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.5.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
7	Mesures nécessaires pendant la phase de construction	Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.5.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
8	Mesures nécessaires pendant la phase de construction	Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.5.6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
9	Mesures nécessaires pendant la phase de construction	Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.5.6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
10	Déclaration des données techniques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2.II	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
11	Conformité au dossier de porter à connaissance	AP Complémentaire du 05/01/2022, article 1.3	/	Sans objet
13	Mesures spécifiques liées à la phase des travaux de construction	AP Complémentaire du 07/01/2022, article 2.3.1	/	Sans objet
14	Mesures spécifiques liées à la phase des travaux de construction	AP Complémentaire du 08/01/2022, article 2.3.5.7	/	Sans objet
19	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
20	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2012, article 14	/	Sans objet
21	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2012, article 14	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
22	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
23	Risques	Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 24	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le parc éolien respecte la majorité des dispositions contrôlées mais l'exploitant doit transmettre quelques justificatifs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures spécifiques liées à la phase des travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.1
Thème(s) : Autre, Information
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/07/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : <p>Lors du démantèlement ou de la construction du parc éolien, le guichet de la DGAC devra être informé, par courrier électronique, de la date de levage des éoliennes, dans un délai de trois mois avant le début du levage, pour l'inclure dans les publications aéronautiques à caractère permanent. Par ailleurs, pour l'utilisation de moyens de levage, une déclaration sera formulée avec un préavis d'un mois auprès du guichet DGAC à l'adresse suivante : snia-ds-bordeaux-bd@aviation-civile.gouv.fr.</p>
Constats : <p>Suite à l'inspection de 2025, l'exploitant a régularisé la situation et a informé la DGAC par courrier en date du 3 décembre 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures spécifiques liées à la phase des travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.1
Thème(s) : Autre, Information

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/07/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : L'exploitant informe par courrier le SDIS départemental de la date d'ouverture du chantier, puis de la date de mise en service du parc éolien.
Constats : Suite à l'inspection de 2025, l'exploitant a régularisé la situation et a informé la SDIS par courrier en date du 3 décembre 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesures spécifiques liées à la phase des travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.2
Thème(s) : Autre, Périmètre du chantier
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/07/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : Le périmètre de réalisation des travaux de construction des nouvelles éoliennes, de maintenance lourde et de démantèlement des anciennes éoliennes du parc éolien des Moulins à vent du Fitou comprend : <ul style="list-style-type: none"> • les pistes d'accès pour accéder au site ; • les zones de travaux pour le montage des éoliennes (les emprises nécessaires au stockage, à l'assemblage et au levage des éoliennes) ; • les zones de stockage de la terre excavée ; • les postes de livraison ; • les zones de débroussaillage nécessaires autour des éoliennes ainsi que le réseau électrique câblé enterré (reliant les éoliennes entre elles ainsi que celui les reliant au poste de livraison créé et ce dernier au poste existant).
Constats : L'exploitant a indiqué qu'aucune zone de débroussaillage n'est reportée sur le plan fourni suite à la visite de 2025 car il n'y a pas eu besoin de débroussaillage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures spécifiques liées à la phase des travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.2
Thème(s) : Autre, Périmètre du chantier
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/07/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : <p>Afin de réduire l'impact de l'emprise au sol du parc éolien, la superficie totale de ce périmètre des travaux, définie ci-dessus, doit être limité au strict nécessaire tel qu'il est évalué dans l'étude d'impact. Cette évaluation n'intègre pas la superficie de tous les chemins mais uniquement ceux créés ou élargis. L'évaluation précise et justifiée de cette superficie est transmise à l'inspection des installations classées lors de la transmission du planning des travaux.</p>
Constats : <p>L'exploitant a fourni les plans de récolement du chantier montrant que les surfaces ont été limitées au strict nécessaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesures de préparation d'encadrement des travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.4
Thème(s) : Autre, Ecologie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/07/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : <p>L'accompagnement des différentes phases de chantier sera réalisé, aux frais de l'exploitant, par un écologue compétent ayant obtenu une autorisation spécifique conformément à l'article 2.4.1 du présent arrêté. Ce dernier est chargé notamment de coordonner le chantier sous l'angle environnemental (flore, faune, déchets, prévention des pollutions...) et de vérifier la mise en œuvre des prescriptions prévues par les documents de planification environnementale.</p>
Constats : <p>L'exploitant a indiqué qu'aucune espèce protégée n'avait été déplacée ou manipulée lors du chantier et qu'ainsi aucune autorisation spécifique n'avait été nécessaire. Un courriel du bureau d'études le confirme.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 6 : Mesures nécessaires pendant la phase de construction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.5.2
--

Thème(s) : Autre, Circulation des engins

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/07/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires (balisage, sensibilisation, formation, contrôle...) pour s'assurer que les engins de travaux ne stationnent et ne circulent pas en dehors des voies ouvertes à la circulation et des zones spécialement aménagées (aires de levage...), afin d'éviter le tassement du sol et la destruction d'espèces protégées (notamment les amphibiens et reptiles).

Les ornières et flaques d'eau seront comblées avant le début des travaux. Ce comblement n'est réalisé qu'après vérification de l'absence d'amphibiens.

La vitesse de circulation des véhicules de chantier sur les pistes est limitée à 30 km/h afin de réduire le risque de collision, la production de poussière et la pollution sonore.

Constats :

L'exploitant a fourni un courriel de l'écologue indiquant que :

- le sol du site était karstique ne permettant pas la formation d'ornières ou de flaques favorables au développement des amphibiens,
- une sensibilisation des sociétés intervenant sur le chantier a toutefois été faite.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 7 : Mesures nécessaires pendant la phase de construction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.5.5
--

Thème(s) : Autre, Moyens de lutte contre la pollution
--

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/07/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

Des mesures de prévention sont prises pour réduire les risques potentiels de pollution des eaux, notamment des eaux souterraines :

1. utilisation d'engins de chantier et de camions aux normes en vigueur et régulièrement entretenus ;
2. stationnement et opération de ravitaillement des véhicules et des engins de chantier

réalisés sur une aire de rétention étanche fixe ou mobile. Le stockage des carburants et l'entretien des engins s'effectuera hors site. En cas de panne et de réparation sur site des engins, des mesures visant à garantir les mêmes niveaux de protection seront établies dans la mesure où les engins ne peuvent pas être évacués du chantier ;

3. mise en place de barrières à l'entrée des PPI (Périmètre de Protection Immédiate) des captages d'eau ;
4. mise à disposition de kits anti-pollution ;
5. pose de membrane pour les zones de nettoyage des toupies ;
6. entretien des véhicules réalisé sur une aire de rétention étanche installée sur le chantier ou en atelier à l'extérieur ;
7. stockage des produits potentiellement polluants sur rétention conformément à la réglementation ;
8. stockage des déchets de chantier potentiellement polluants sur rétention et évacuation dans des filières dûment autorisées ;
9. mise en forme de la chaussée, des voies d'accès réaménagées et créées, ainsi que des plates-formes, afin de présenter une faible pente opposée au sens d'écoulement naturel des eaux et de créer ainsi un léger merlon en point haut ;
10. interdiction durant les travaux de créer des tranchées dans les fondations de la plate-forme permettant les écoulements de laitance de béton dans l'environnement proche ;
11. maintien des écoulements souterrains et superficiels, notamment lors de l'enfouissement des lignes électriques. Les mesures permettant d'éviter les émissions de matières en suspension dans les eaux de ruissellement seront prises ;
12. mise en place de mesures de protection particulières des ressources en eau en cas de traversée de cours d'eau pour la création du réseau électrique lié au parc ; création de fossés enherbés le long de la piste d'accès et du côté le plus bas de la voie créée ainsi que sur les plate-formes ;
13. aménagement des fossés permettant un écoulement libre, sans contre-pente et sans zones de stagnation des eaux et en évitant les rejets vers les PPI ;
14. installation si nécessaire d'un ou des bassin(s) de décantation et de traitement des eaux au point bas de chaque côté du cours d'eau avant rejet dans le milieu naturel. Ces bassins supprimés en fin de chantier (remplissage de terre végétale ou autre remblai) permettront d'éviter le rejet dans le ruisseau de fines transportées par les camions.

Constats :

Suite à la précédente visite, l'exploitant devait transmettre au service de l'inspection les documents suivants :

- les justificatifs de la réparation de l'aire étanche fixe qui était dégradée,
 - les BSD relatifs au démantèlement de l'ancien parc,
 - le justificatif de l'enregistrement de la société sur TRACKDECHETS,
 - le justificatif de l'absence d'écoulement et peu de ruissellement lors de la mise en place des fondations,
 - les justificatifs que le tracé des réseaux électriques n'implique pas de traversée de cours d'eau.
- L'exploitant a bien justifié de la réparation de l'aire étanche.

Les BSD, émis avant la précédente visite, étaient au nom des sous-traitants. L'exploitant a modifié son document intitulé Plan de Santé Sécurité afin d'y ajouter les informations permettant aux sous-traitants de faire les déclarations sur la plateforme TRACKDECHETS pour le compte de l'exploitant.

Concernant l'absence d'écoulement et peu de ruissellement lors de la mise en place des fondations, l'exploitant a fourni les photos du coulage du béton montrant l'absence d'écoulement

et le peu de ruissellement. Les fondations ne faisaient que 3 m de profondeur.
Concernant l'éventuel traversée de courte d'eau par le tracé électriques, l'exploitant a fourni une carte issue de GEOPORTAIL montrant l'absence de traversée de cours d'eau.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Mesures nécessaires pendant la phase de construction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.5.6

Thème(s) : Autre, Suivi du chantier

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/07/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

Des écologues compétents (flore, faune terrestre, chiroptères, avifaune et suivi de chantier) et ayant obtenu une autorisation spécifique conformément à l'article 2.4.1 du présent arrêté sont mandatés par l'exploitant, pour assurer la bonne mise en œuvre des mesures décrites ci-dessous. Ils ont pour mission de vérifier la mise en œuvre des mesures visant à protéger l'environnement par les prestataires de travaux ou les équipes de l'exploitant.

Les coordonnées de ces écologues seront mises à disposition de l'inspection des installations classées, dès leur désignation par l'exploitant, ainsi que le calendrier de leur intervention sur le chantier

Constats :

L'exploitant a indiqué qu'aucune espèce protégée n'avait été déplacée ou manipulée lors du chantier et qu'ainsi aucune autorisation spécifique n'avait été nécessaire. Un courriel du bureau d'études le confirme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Mesures nécessaires pendant la phase de construction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 2.3.5.6

Thème(s) : Autre, Suivi du chantier

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/07/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

Les suivis par les intervenants en phase chantier sont les suivants :

- 1 passage, 10 jours avant le démarrage des travaux, afin de baliser les zones sensibles (gîtes

<p>potentiels, nids...) pour pouvoir informer et sensibiliser le personnel du chantier. Un rapport détaillant les observations et proposant des recommandations sera transmis à l'exploitant une semaine avant le démarrage des travaux et tenu à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • une périodicité hebdomadaire durant les phases d'aménagement (travaux de débroussaillage, terrassement, génie civil) et de libération des emprises. Chaque passage fera l'objet d'un rapport de constat et de recommandations qui sera transmis à l'exploitant dans un délai maximum de trois jours après intervention et tenu à disposition de l'inspection des installations classées. En cas de phase critique du chantier sur le plan environnemental, les écologues devront être présents sur toute la durée de cette phase.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que les suivis de chantier du parc éolien de Fitou ont été réalisés à une périodicité mensuelle à partir d'août 2025 qui correspond à la fin des travaux lourds qui présentent le plus de risques d'impacter l'environnement et que seuls des travaux légers de remise en état et de câblage étaient prévus à compter de cette date (courriel de l'écologue à l'appui).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Déclaration des données techniques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2.II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, OREOL</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/07/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avait(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du code de l'environnement ; - le dépôt d'un dossier au préfet pour le renouvellement de l'installation ; - la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation ; - la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ; - le démarrage du chantier de démantèlement de l'installation ; - la scission d'un parc éolien en plusieurs parcs. <p>Lorsque l'étape correspondante a déjà été réalisée à la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration est réalisée dans les six mois après cette publication.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison sur le site OREOL.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Conformité au dossier de porter à connaissance

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/01/2022, article 1.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Information</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant informe le Préfet de l'Aude, l'inspection des installations classées, la DGAC, la Sous-Direction Régionale de la Circulation Aérienne Militaire Sud (Division environnement aéronautique - Base aérienne 701 - 13661 Salon de Provence Air), Météo France et le SDIS de la mise en service du parc éolien, en y incluant notamment les informations prévues aux articles 2.3.4 et 2.8.2 du présent arrêté.</p> <p>L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de début d'exploitation du parc éolien.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni les justificatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de l'information de la préfecture faite le 03/12/2025, • de l'information de la DGAC faite le 03/12/2025, • de l'information de l'armée faite le 03/12/2025, • de l'information du SDIS faite le 03/12/2025, • de l'information du DREAL faite le 03/12/2025.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Garanties financières

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2022, article 2.2.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Montant</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le montant des garanties financières à constituer en application des articles R. 515-101 à R. 515-104 du code de l'environnement correspond à :</p> $M = \Sigma (Cu) = 8 \times (50\,000 + 10\,000 \times (2,3-2)) = 424\,000 \text{ euros}$ <p>où :</p> <ul style="list-style-type: none"> • M est le montant initial de la garantie financière d'une installation ; • Cu est le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur, calculé selon les dispositions du II de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées. <p>Il correspond aux opérations de démantèlement et de remise en état d'un site après exploitation prévues à l'article R. 515-36 du code de l'environnement.</p> <p>Le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur (Cu) est fixé par les formules suivantes :</p>

<p>a) lorsque la puissance unitaire installée de l'aérogénérateur est inférieure ou égale à 2 MW : $C_u = 50\,000$</p> <p>b) lorsque sa puissance unitaire installée de l'aérogénérateur est supérieure à 2 MW : $C_u = 50\,000 + 10\,000 \times (P-2)$</p> <p>où :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ C_u est le montant initial de la garantie financière d'un aérogénérateur ; ▪ P est la puissance unitaire installée de l'aérogénérateur, en mégawatt (MW). <p>L'exploitant adresse au préfet tous les justificatifs du calcul de constitution du montant des garanties financières.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni l'attestation de constitution de garanties financières. Toutefois, le montant calculé n'était pas le bon.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre un nouvel acte de cautionnement avec le montant ad hoc.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 13 : Mesures spécifiques liées à la phase des travaux de construction

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/01/2022, article 2.3.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Information</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant informe par courrier le SDIS départemental de la date d'ouverture du chantier, puis de la date de mise en service du parc éolien.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a informé le SDIS de la mise en service industrielle du parc par courrier en date du 3 décembre 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Mesures spécifiques liées à la phase des travaux de construction

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/01/2022, article 2.3.5.7</p>
<p>Thème(s) : Autre, Mise en exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de début d'exploitation, dès qu'ont été mis en place les aménagements du site permettant la mise en service effective du parc éolien, tels qu'ils ont été précisés par le présent arrêté d'autorisation et</p>

<p>que le document attestant la constitution des garanties financières aura été établi. Cette déclaration portera notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la confirmation de l'aménagement du parc conformément aux données des dossiers déposés et aux prescriptions du présent arrêté, • pour chacune des éoliennes : les positions géographiques exactes en coordonnées Lambert 93 et WGS84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises), • l'attestation de la constitution des garanties financières, • la réalisation d'un plan à jour avec identification des pistes DFCI, des moyens incendie, • la mise en place des panneaux d'identification présentant les items prévus par l'arrêté ministériel susvisé du 26 août 2011 modifié.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré le début d'exploitation du parc à l'inspection des installations classées par courriel en date du 2 janvier 2026 avec les éléments réglementaires excepté l'attestation de constitution des garanties financières qui a été envoyée le 10 février 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Mesures de réduction en phase d'exploitation

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2022, article 2.4.3.2.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Caractéristiques techniques du SDA</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Deux mois avant le démarrage des travaux, l'exploitant fournit les éléments suivants à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la description détaillée du fonctionnement du SDA retenu en précisant le matériel utilisé (type et nombre d'équipements sur chaque mât) ; • le positionnement du matériel sous forme d'un schéma explicatif précisant les distances et les hauteurs en listant le nombre et le nom des caméras pour chaque éolienne ; • les caractéristiques du matériel vidéo utilisé : notamment les résolutions et les focales retenues (et mini-maxi) ainsi que les angles de vision des caméras à l'horizontal et à la verticale... ; • un schéma d'ensemble et détaillé du parc prenant en compte la topographie locale justifiant le périmètre complet du champ de vision de chaque caméra et en précisant les superpositions de champs entre les différentes caméras ; • la justification de l'absence de gêne visuelle (topographique ou autres...) autour de chaque mat sur la distance de détection maximale retenue. Dans le cas contraire, des solutions doivent être mises en œuvre ; • la justification du paramétrage de déclenchement de la détection, l'effarouchement et la régulation retenue par oiseau cible notamment sous forme de tableau récapitulatif présentant : <ul style="list-style-type: none"> ◦ les diamètres des sphères de détection et de régulation retenus pour chaque espèce cible en précisant les VVS utilisées et le TER, ◦ le rapport nombre de pixels (ou tout autre unité de base de détection)/envergure de l'oiseau/distance de détection pour chaque espèce cible ; • la courbe théorique confirmée par le fabricant exprimant le temps d'atteinte de la vitesse de régulation non accidentogène retenue ou l'arrêt machines en fonction des vitesses de décélération de rotation des pâles ou tout autre document justificatif. Des tests sur les éoliennes du parc éolien devront être réalisés afin pouvoir corroborer sur le terrain les données de la courbe

théorique. Le graphique ainsi obtenu sera transmis à l'inspection des installations classées ;

- la justification de la vitesse non accidentogène retenue.

Constats :

L'exploitant a transmis, par courriel en date du 11 juin 2025, les spécifications techniques complétés, suite à la visite de 2026, par la déclaration de conformité CE (en anglais) et le document de post-implantation (en anglais).

Tout d'abord, il est rappelé que les documents doivent être en français.

De plus, les documents répondent aux éléments devant être fournis, excepté :

- le schéma d'ensemble et détaillé du parc prenant en compte la topographie locale justifiant le périmètre complet du champ de vision de chaque caméra et en précisant les superpositions de champs entre les différentes caméras,
- la justification de l'absence de gêne visuelle (topographique ou autres...) autour de chaque mat sur la distance de détection maximale retenue. Dans le cas contraire, des solutions doivent être mises en œuvre,
- la justification du paramétrage de déclenchement de la détection, l'effarouchement et la régulation retenue par oiseau cible notamment sous forme de tableau récapitulatif présentant :
- le rapport nombre de pixels (ou tout autre unité de base de détection)/envergure de l'oiseau/distance de détection pour chaque espèce cible,
- les diamètres des sphères de détection et de régulation retenus pour chaque espèce cible en précisant les VVS utilisées et le TER,
- la courbe théorique confirmée par le fabricant exprimant le temps d'atteinte de la vitesse de régulation non accidentogène retenue ou l'arrêt machines en fonction des vitesses de décélération de rotation des pâles ou tout autre document justificatif. Des tests sur les éoliennes du parc éolien devront être réalisés afin pouvoir corroborer sur le terrain les données de la courbe théorique,
- la justification de la vitesse non accidentogène retenue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection les informations suivantes :

- le schéma d'ensemble et détaillé du parc prenant en compte la topographie locale justifiant le périmètre complet du champ de vision de chaque caméra et en précisant les superpositions de champs entre les différentes caméras,
- la justification de l'absence de gêne visuelle (topographique ou autres...) autour de chaque mat sur la distance de détection maximale retenue. Dans le cas contraire, des solutions doivent être mises en œuvre,
- la justification du paramétrage de déclenchement de la détection, l'effarouchement et la régulation retenue par oiseau cible notamment sous forme de tableau récapitulatif présentant :
- le rapport nombre de pixels (ou tout autre unité de base de détection)/envergure de l'oiseau/distance de détection pour chaque espèce cible,
- les diamètres des sphères de détection et de régulation retenus pour chaque espèce cible en précisant les VVS utilisées et le TER,
- la courbe théorique confirmée par le fabricant exprimant le temps d'atteinte de la vitesse de régulation non accidentogène retenue ou l'arrêt machines en fonction des vitesses de décélération de rotation des pâles ou tout autre document justificatif. Des tests sur les

<p>éoliennes du parc éolien devront être réalisés afin pouvoir corroborer sur le terrain les données de la courbe théorique,</p> <ul style="list-style-type: none"> la justification de la vitesse non accidentogène retenue.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/01/2022, article 2.4.4
Thème(s) : Autre, protocole
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les protocoles détaillés pour les suivis MS1, MS2, MS3, MS4 et MS5 sont transmis à l'inspection des installations classées 6 mois avant leur mise en œuvre. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas pu fournir les protocoles détaillés pour les suivis MS1, MS2, MS3, MS4 et MS5.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection les protocoles détaillés pour les suivis MS1, MS2, MS3, MS4 et MS5.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2022, article 2.8.4
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une réserve d'eau incendie d'une capacité minimale de 120 m³, de type citerne ou bâche souple, est mise en place et raccordée à un poteau incendie 2 x 65 - 100. L'emplacement de la réserve d'eau devra être validé par le SDIS. Cet équipement permet un mode de raccordement standard pour les secours et la mise hors gel de l'installation. Il est entretenu afin de disposer à tout moment de sa pleine capacité (vérification du niveau d'eau, absence de fuite...). L'exploitant doit pouvoir justifier de cette maintenance. [...]</p>
Constats :

<p>L'exploitant a mis en place une bâche souple de 120 m3 raccordé à un poteau incendie. L'inspection a constaté sa présence lors de la visite.</p> <p>Toutefois, l'exploitant n'a ni pu justifier de la validation de l'emplacement de la bâche par le SDIS et ni établi une consigne de suivi et d'entretien de l'équipement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre le justificatif de la validation de l'emplacement de la bâche par le SDIS et la consigne de suivi et d'entretien de l'équipement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 18 : Documents à adresser au SDIS avant la mise en service

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2022, article 2.8.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Information</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure de la transmission aux Services Départementaux d'Incendie et de Secours, avant la mise en service des installations, des éléments suivants qu'il met à jour si nécessaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un dossier synthétique des ouvrages exécutés comportant : <ul style="list-style-type: none"> ◦ les coordonnées géographiques précises définitives des ouvrages (mâts, pistes, hydrants, postes de livraison dans la projection de géoréférencement convenant au SDIS). Ces plans doivent comporter : <ul style="list-style-type: none"> ▪ l'emplacement des points de rencontre en phase chantier, ▪ l'emplacement des zones de pose d'hélicoptères éventuellement, ▪ le tracé des voies et pistes permettant d'accéder aux éoliennes, ▪ la localisation des éoliennes avec leur numérotation, ▪ l'emplacement des postes de raccordement, ◦ les caractéristiques techniques des aérogénérateurs : caractéristiques dimensionnelles, type de matériel (fabricant, origine), nature, volume et localisation des lubrifiants employés, contraintes liées au travail à l'intérieur de ces installations ainsi que tous les éléments de sécurité par rapport au personnel intervenant (point d'ancrage, hauteur de la plate-forme de travail, coupures sur le secteur...), • les coordonnées d'un technicien compétent ou d'un responsable d'astreinte susceptible de prendre immédiatement contact avec les secours en cas d'intervention du SDIS sur ces structures (à mettre à jour régulièrement en cas de modification des données). Cette personne doit pouvoir être contactable 24H/24 et 7 J/7 afin de communiquer notamment les premières consignes en cas d'intervention du SDIS sur site. Ces informations devront faire l'objet d'une mise à jour régulière auprès des services du SDIS.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas pu justifier de la transmission des éléments réglementaires au SDIS.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection le justifier de la transmission des éléments réglementaires au SDIS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 19 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Lors de la visite, les éoliennes E2, E5 et E6 et les deux postes de livraison étaient maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2012, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Panneaux et signalétique
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.
Constats : Les numéros affichés sur les éoliennes contrôlées correspondent à ceux déclarés sur OREOL et à ceux mentionnés par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 janvier 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2012, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Panneaux et signalétique
Prescription contrôlée : Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur

<p>le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont correctement affichées sur les chemins d'accès aux éoliennes E2, E5 et E6 et sur les postes de livraison.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 22 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'intérieur des aérogénérateurs E2, E5 et E6 était propre et aucun matériau combustible ou inflammable n'y était entreposé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 23 : Risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 24</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre un incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni les justificatifs de contrôle par un organisme extérieur des extincteurs, en date du 19 juin 2025, justifiant de la conformité du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

